

édito

Ne chassez pas les pauvres, chassez la pauvreté !

À nouveau une expulsion est à craindre à court terme sur le bidonville « Truillot » à Ivry. La lutte du Collectif de soutien, avec l'appui de la ville et du département a permis d'obtenir le relogement de 32 familles : les 22 prises en charge par les collectivités locales sont d'ores et déjà relogées. L'État, dans son incurie, a déjà un an de retard pour les dix familles qu'il s'est engagé à prendre en charge.

Il reste plusieurs dizaines de familles qui seront jetées à la rue ou abritées quelques jours dans des hôtels lointains. Les expulsions et les hébergements en nuitée d'hôtels pour quelques jours coûtent très chers, des centaines de millions d'euros ! Comment justifier un tel arbitraire ? C'est inacceptable.

Le droit doit s'appliquer de manière égale pour tous. Comment imaginer une vie sans un abri stable ? Comment imaginer son insertion si ses enfants ne vont pas à l'école ? Comment trouver un emploi sans domiciliation ?

Nous sommes pour l'éradication des bidonvilles et nous sommes pour des solutions de vie pérennes pour les familles. La politique d'expulsion brutale ne règle rien. Elle a démontré qu'elle était coûteuse, inutile et particulièrement inhumaine. Cela heurte nos consciences.

Nous nous engageons parce que la situation est grave et elle perdure. Une autre politique que celle basée sur l'expulsion est possible.

Cent neuf terrains appartenant à l'État ont été répertoriés en Ile de France et des locaux vides existent qui pourraient être aménagés et où des projets sociaux pourraient voir le jour et ainsi, favoriser l'insertion.

La solidarité doit être mieux répartie entre les communes. Si chaque commune prenait sa part de solidarité la charge pour chacune serait légère.

Philippe Bouyssou, nouveau maire, a repris à son compte la demande de Pierre Gosnat d'une Conférence Régionale sous l'égide de l'Etat à Ivry pour organiser cette solidarité. Nous soutenons cette démarche.

Parce qu'en définitive de quoi parle-t-on ? Le chiffre de l'immigration des Roms en France est stable depuis dix ans, 17.000 environ, rapportés à la population française de 66.000.000, c'est une goutte d'eau démographique ! Environ 0,027% de la population. La France dans son histoire a déjà eu à relever des défis d'une toute autre ampleur.

Chasser les pauvres ne marche pas, les pauvres ne se dissolvent pas, en revanche, chasser la pauvreté est possible.

Nous décidons de nous mobiliser et d'agir, pour empêcher qu'une catégorie d'hommes et de femmes soit humiliée, bafouée, réduite à l'état de sous-humanité.

Vendredi 29 mai 2015 à 17h, venez au rassemblement devant la préfecture, soutenir la demande d'audience au Préfet, réclamant qu'il n'y ait pas d'expulsion sans relogement.

Samedi 6 juin, 2015, sur le terrain Truillot, à partir de 12h, venez participer à la grande fête solidaire des Roms.

Dans ces temps difficiles pour tous, il faut se rassembler et ne jamais oublier les valeurs de combat, de partage et de solidarité.

DOSTA!*

on vit une époque formidable, mais pas pour tout le monde

*ASSEZ !

journal mural d'information sur les discriminations

édité par le collectif de soutien aux roumains d'ivry

numéro 6 juin 2015

actualités

Portrait d'une habitante du bidonville Truillot relogée dans l'ex-gendarmerie.

Valentina :
« Je peux avoir des rêves d'avenir »



Valentina habite avec 9 autres familles dans l'ex-gendarmerie.

Inhabitée depuis 30 ans, elle a été rénovée par la Ville et le Département, avec la participation des futurs locataires. L'immeuble est géré par ALJ93, association d'insertion, qui continue un travail de suivi social grâce à un budget assumé par les collectivités, locale, départementale et l'État.

« J'habite la gendarmerie depuis décembre 2014, avec mon mari Petru et mes deux fils Alin 16 ans lycéen et Paul 14 ans en 5ème.

Avant j'habitais sur le bidonville Truillot où je m'étais installée après l'incendie de la Porte de Choisy en février 2011.

Sur le bidonville notre vie était très difficile, difficile de rester propres à cause de la boue, des rats qui entraient dans la baraque et qui pouvaient mordre les enfants et puis le stress permanent pour les risques d'incendie.

Ma principale occupation alors était de chercher des métaux, des chaussures et des vêtements, du matin au soir, avec mon caddy et une poussette pour les vendre à Montreuil et espérer avoir à peu près 200 € par mois.

Maintenant, je partage un appartement avec une autre famille, j'ai deux chambres, et nous avons en commun une cuisine, des toilettes et une salle de bain. Je paie un loyer de 50 euros par mois.

Je suis une formation pour devenir assistante familiale, mais c'est difficile de vivre avec les 400€ que je touche, alors je continue à chercher dans la rue mais j'espère bientôt trouver un vrai travail.

Mes rêves d'avenir sont d'être en bonne santé, avoir un emploi pour faire grandir mes

fil, qu'ils aient du travail et un domicile stable.

Un domicile pour en finir avec les expulsions qui nous empêchent de vivre.

Nous avons vécu dans une maison abandonnée au bord d'une ancienne voie ferrée, sur le bidonville de la Porte de Choisy puis celui de la rue Truillot.

Je pense aux familles qui sont restées sur le bidonville Truillot et j'espère qu'elles ne seront pas à la rue, qu'ils vont tous être relogés. »

actualités

Racisme anti-Roms, un déni d'humanité

La commission nationale consultative des droits de l'homme porte un jugement sévère par rapport à la politique pratiquée dans notre pays en 2014.

Elle souligne que la population vivant dans les bidonvilles, à majorité Rom, est stable depuis 10 ans.

Le rapport pointe un racisme exacerbé à l'encontre d'une minorité méconnue que sont les Roms. Ce racisme croise différents univers de préjugés :

« une représentation figée d'un groupe ethnique qui serait homogène. »

« la perception négative des Roms tient à une association à la misère, à l'insalubrité et à la mendicité. »

« le racisme anti-Roms s'exprime à la fois par un rejet de la différence culturelle, mais aussi par référence au racisme biologique, avec une assimilation des populations roms à un groupe inférieur, pouvant aller jusqu'au déni d'humanité. »

Enfin, le rapport condamne la politique d'état discriminatoire envers les Roms et conclut :

« Plutôt qu'une ligne politique directrice ferme visant la résorption des bidonvilles par l'intégration, c'est une ap-

proche répressive qui reste malheureusement privilégiée : les évacuations forcées des Roms étrangers entraînent une situation d'errance organisée ; elles ont concernées 8 455 personnes en 2011, 9 404 en 2012, 19 380 en 2013 et 13 483 en 2014. »

Les discriminations et la violation des droits fondamentaux par les pouvoirs publics en France sont une première conséquence du racisme.

VENEZ NOMBREUX

À LA

FÊTE

SOLIDAIRE

ROM

SUR LE BIDONVILLE

15 RUE TRUILLOT
À IVRY-SUR-SEINE

LE SAMEDI

6

JUIN

DE 12H À 18H